ENTENTE

INTERVENUE ENTRE,

D'UNE PART,

LE COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION POUR LA COMMISSION SCOLAIRE CRIE (CPNCSC)

ET,

D'AUTRE PART,

LA CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ) POUR LE COMPTE DU SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS EN MILIEU SCOLAIRE DU NORD-OUEST (SPPMSNO) REPRÉSENTÉE PAR SON AGENTE NÉGOCIATRICE, LA FÉDÉRATION DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC (FPPE)

ET CE, SUIVANT LES DISPOSITIONS PRÉVUES À LA CLAUSE 9-7.03 DES DISPOSITIONS LIANT D'UNE PART, LE COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION POUR LA COMMISSION SCOLAIRE CRIE (CPNCSC) ET D'AUTRE PART, LA CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ) POUR LE COMPTE DU SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS EN MILIEU SCOLAIRE DU NORD-OUEST (SPPMSNO) REPRÉSENTÉE PAR SON AGENTE NÉGOCIATRICE, LA FÉDÉRATION DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC (FPPE) EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA *LOI CONCERNANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC* (L.Q., 2005, CHAPITRE 43) 2005-2010

Objet :
- **Ajout de l'annexe O : Mise en œuvre du programme d'équité salariale**
- **Modification à l'article 6-1.00, aux clauses 1-5.03, 6-2.01, 6-2.02, 10-1.01 a) et à l'annexe H**

69-8230 (2)

LES PARTIES SIGNATAIRES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

I) L'annexe O est ajoutée :

« ANNEXE O MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ÉQUITÉ SALARIALE

Cette annexe reproduit et adapte les dispositions pertinentes au personnel professionnel de l'entente visant la mise en œuvre du programme d'équité salariale pour les secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation établi conformément aux dispositions de la *Loi sur l'équité salariale*[1] (L.R.Q., c. E-12.001).

Ces dispositions sont les suivantes :

Entente visant la mise en œuvre du Programme d'équité salariale pour le secteur de l'éducation établi conformément aux dispositions de la *Loi sur l'équité salariale* (L.R.Q., c. E-12.001).

Attendu que des correctifs salariaux sont applicables en vertu du Programme d'équité salariale pour des catégories d'emplois dans le secteur de l'éducation;

Attendu les articles 71 et 74 de la *Loi sur l'équité salariale* (L.R.Q., c. E-12.001);

Les parties à la présente entente conviennent que :

Section I Dispositions générales pour le secteur de l'éducation

1) Les taux et les échelles de traitement issus de la présente entente ont été établis conformément au Programme d'équité salariale ayant fait l'objet d'un avis suite au deuxième affichage signé par les membres du Comité le 14 décembre 2006.

2) Pour le secteur de l'éducation, les taux et échelles de traitement apparaissant à l'annexe 1[2] de la présente annexe O remplacent les taux et échelles de traitement des conventions collectives ou de ce qui en tient lieu et s'appliquent à compter des dates indiquées.

3) Dans les 60 jours suivant le 21 décembre 2006, les taux et échelles de traitement en vigueur pour les titres ou corps d'emplois visés par un correctif d'équité salariale sont modifiés conformément à la présente entente.

4) La professionnelle ou le professionnel a droit, à titre de rétroactivité et compte tenu de la durée de son ou ses services, à un montant d'argent égal à la différence entre :

   - le traitement qu'elle a reçu pour la période comprise entre le 21 novembre 2001 et la date d'entrée en vigueur des taux et échelles qui ont fait l'objet d'un correctif et apparaissant à l'annexe 1[2] de la présente annexe O;

   et

   - le traitement qu'elle ou il aurait dû recevoir pour cette même période par application des nouveaux taux et échelles de traitement.

---

1 Entente intervenue le 21 décembre 2006 entre l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Fédération indépendante des syndicats autonomes (FISA) représentant les salariées et salariés visés par une convention collective négociée avec le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones, le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones, le Comité patronal de négociation pour la Commission scolaire Crie et le comité de négociation pour la Commission scolaire Kativik et le Conseil du trésor.

2 Cet extrait est tiré de l'annexe 4 de l'entente visée à la note précédente.

Sauf pour les professionnelles ou professionnels visés au paragraphe 5 de la section II, les sommes dues seront versées au plus tard le 30 avril 2007.

5) La professionnelle ou le professionnel, dont le taux de traitement est, le jour précédant la date de redressement des taux et échelles de traitement, supérieur aux taux unique ou au taux maximum de l'échelle de traitement en vigueur pour son corps ou titre d'emplois et égal ou supérieur au nouveau taux unique ou au nouveau taux maximum de l'échelle de traitement, ne reçoit aucun correctif.

6) La professionnelle ou le professionnel, dont le taux de traitement est, le jour précédant la date de redressement des taux et échelles de traitement, égal ou supérieur au taux unique ou au taux maximum de l'échelle de traitement en vigueur pour son corps ou titre d'emplois et inférieur au nouveau taux unique ou au nouveau taux maximum de l'échelle de traitement, voit son taux de traitement porté au nouveau taux unique ou à l'échelon maximum de l'échelle de traitement.

Toutefois, ce correctif est égal à la différence entre le taux corrigé et le taux applicable le jour précédant cette correction duquel est réduit le forfaitaire, le cas échéant, qui lui est versé à titre de professionnelle ou professionnel hors taux ou hors échelle.

Section II Autres dispositions

1) Les droits et bénéfices reliés à la rémunération et prévus aux conventions collectives et qui sont de la responsabilité financière de la Commission sont ajustés rétroactivement à compter du 21 novembre 2001, comme si les taux et échelles de traitement étaient appliqués aux dates auxquelles ils auraient dû l'être.

2) Dans les 60 jours à compter du 21 décembre 2006, les organisations syndicales, par l'entremise de l'assureur, fournissent à la Commission le ou les taux prévus en vertu du régime d'assurance salaire de longue durée devant être appliqués, le cas échéant, aux sommes dues en vertu du paragraphe 4 de la section I et pour lesquelles les organisations syndicales sont responsables financièrement.

3) Des mesures sont mises en place pour permettre qu'une professionnelle ou un professionnel puisse recevoir les montants auxquels elle ou il a droit.

4) Dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur de cet amendement, la Commission fournit au Syndicat la liste des professionnelles et professionnels ayant quitté leur emploi depuis le 21 novembre 2001 ainsi que leur dernière adresse connue.

5) La professionnelle ou le professionnel dont l'emploi a pris fin entre le 21 novembre 2001 et le paiement de la rétroactivité, peut faire une demande de paiement à la Commission afin que les montants dus lui soient versés.

À la suite de la demande écrite de la professionnelle ou du professionnel conformément aux dispositions qui précèdent, la Commission verse les sommes dues d'ici le 30 avril 2007 ou dans les 30 jours de la demande, si celle-ci est adressée après le 1er avril 2007.

Dans le cas où un employeur a cessé d'exister, la demande peut être faite à l'employeur qui lui succède si celui-ci est visé par les présentes dispositions ou à défaut au ministère concerné.

6) Les sommes dues à une professionnelle ou un professionnel en vertu de la présente annexe sont exigibles, le cas échéant, par ses ayants droit.

7) Les montants calculés en application de la présente entente portant intérêt au taux légal conformément aux dispositions de la *Loi sur l'équité salariale* (L.R.Q., c. E-12.001).

8) Sous réserve du contenu de la présente entente, toutes les autres dispositions de la convention collective continuent de s'appliquer.

9) Il est convenu que les fusions ou les modifications à des titres ou corps d'emplois générées par de nouvelles classifications ou par la mise en place de la Nomenclature ne peuvent avoir pour effet, de par ces seules fusions ou modifications, de changer la valeur des emplois, à moins que les tâches ou fonctions ne le justifient.

10) Les parties s'engagent à prendre les moyens nécessaires pour que la convention collective ou ce qui en tient lieu soit modifiée, avec les adaptations nécessaires, conformément à la présente entente le plus rapidement possible, au plus tard le 31 mars 2007.

ANNEXE 1 CORRECTIFS SALARIAUX

2111 Travailleuse ou travailleur social ou agente ou agent de service social[1] (35 h)

Classe	Échelon	Taux du 2001-11-21 au 2001-12-31 $	Taux du 2002-01-01 au 2002-11-20 $	Taux du 2002-11-21 au 2003-03-31 $	Taux du 2003-04-01 au 2003-11-20 $	Taux du 2003-11-21 au 2004-11-20 $	Taux du 2004-11-21 au 2005-11-19 $
0	1	32 639	33 455	33 644	34 317	34 511.	34 706
0	2	33 727	34 570	34 766	35 461	35 662	35 864
0	3	34 896	35 768	35 970	36 689	36 897	37 106
0	4	36 107	37 010	37 219	37 963	38 178	38 394
0	5	37 364	38 298	38 515	39 285	39 507	39 731
0	6	38 662	39 629	39 853	40 650	40 880	41 111
0	7	39 999	40 999	41 231	42 056	42 294	42 533
0	8	42 124	43 177	43 421	44 289	44 540	44 792
0	9	43 629	44 720	44 973	45 872	46 132	46 393
0	10	45 209	46 339	46 601	47 533	47 802	48 073
0	11	46 829	48 000	48 272	49 237	49 516	49 796
0	12	48 541	49 755	50 037	51 038	51 327	51 618
0	13	50 327	51 585	51 877	52 915	53 214	53 515
0	14	52 175	53 479	53 782	54 858	55 168	55 480
0	15	54 093	55 445	55 759	56 874	57 196	57 520
0	16	55 425	56 811	57 133	58 276	58 606	58 938
0	17	56 787	58 207	58 536	59 707	60 045	60 385
0	18	60 094	61 596	61 945	63 184	63 542	63 902

Classe	Échelon	Taux du 2005-11-20 au 2006-03-31 $	Taux du 2006-04-01 au 2006-11-20 $	Taux du 2006-11-21 au 2007-03-31 $	Taux du 2007-04-01 au 2007-11-20 $	Taux du 2007-11-21 au 2008-03-31 $	Taux du 2008-04-01 au 2009-03-31 $	Taux à compter du 2009-04-01 $
0	1	34 902	35 600	35 801	36 517	36 725	37 460	38 209
0	2	36 067	36 788	36 996	37 736	37 950	38 709	39 483
0	3	37 316	38 062	38 277	39 043	39 265	40 050	40 851
0	4	38 611	39 383	39 606	40 398	40 629	41 442	42 271
0	5	39 956	40 755	40 986	41 806	42 041	42 882	43 740
0	6	41 344	42 171	42 410	43 258	43 502	44 372	45 259
0	7	42 774	43 629	43 876	44 754	45 006	45 906	46 824
0	8	45 046	45 947	46 207	47 131	47 397	48 345	49 312
0	9	46 656	47 589	47 858	48 815	49 091	50 073	51 074
0	10	48 345	49 312	49 591	50 583	50 870	51 887	52 925
0	11	50 078	51 080	51 369	52 396	52 692	53 746	54 821
0	12	51 910	52 948	53 248	54 313	54 618	55 710	56 824
0	13	53 818	54 894	55 205	56 309	56 629	57 762	58 917
0	14	55 794	56 910	57 232	58 377	58 707	59 881	61 079
0	15	57 846	59 003	59 337	60 524	60 866	62 083	63 325
0	16	59 272	60 457	60 799	62 015	62 364	63 611	64 883
0	17	60 727	61 942	62 293	63 539	63 897	65 175	66 479
0	18	64 264	65 549	65 920	67 238	67 621	68 973	70 352

[1] Depuis le 30 septembre 2006, le code de fonction du corps d'emplois d'agente ou d'agent de service social est le 2149.

2106 Agente ou agent de réadaptation (psycho-éducatrice ou psycho-éducateur[1]) (35 h)

Classe	Échelon	Taux du 2001-11-21 au 2001-12-31 $	Taux du 2002-01-01 au 2002-11-20 $	Taux du 2002-11-21 au 2003-03-31 $	Taux du 2003-04-01 au 2003-11-20 $	Taux du 2003-11-21 au 2004-11-20 $	Taux du 2004-11-21 au 2005-11-19 $
0	1	32 639	33 455	33 644	34 317	34 511	34 706
0	2	33 727	34 570	34 766	35 461	35 662	35 864
0	3	34 896	35 768	35 970	36 689	36 897	37 106
0	4	36 107	37 010	37 219	37 963	38 178	38 394
0	5	37 364	38 298	38 515	39 285	39 507	39 731
0	6	38 662	39 629	39 853	40 650	40 880	41 111
0	7	39 999	40 999	41 231	42 056	42 294	42 533
0	8	42 124	43 177	43 421	44 289	44 540	44 792
0	9	43 629	44 720	44 973	45 872	46 132	46 393
0	10	45 209	46 339	46 601	47 533	47 802	48 073
0	11	46 829	48 000	48 272	49 237	49 516	49 796
0	12	48 541	49 755	50 037	51 038	51 327	51 618
0	13	50 327	51 585	51 877	52 915	53 214	53 515
0	14	52 175	53 479	53 782	54 858	55 168	55 480
0	15	54 093	55 445	55 759	56 874	57 196	57 520
0	16	55 425	56 811	57 133	58 276	58 606	58 938
0	17	56 787	58 207	58 536	59 707	60 045	60 385
0	18	60 094	61 596	61 945	63 184	63 542	63 902

Classe	Échelon	Taux du 2005-11-20 au 2006-03-31 $	Taux du 2006-04-01 au 2006-11-20 $	Taux du 2006-11-21 au 2007-03-31 $	Taux du 2007-04-01 au 2007-11-20 $	Taux du 2007-11-21 au 2008-03-31 $	Taux du 2008-04-01 au 2009-03-31 $	Taux à compter du 2009-04-01 $
0	1	34 902	35 600	35 801	36 517	36 725	37 460	38 209
0	2	36 067	36 788	36 996	37 736	37 950	38 709	39 483
0	3	37 316	38 062	38 277	39 043	39 265	40 050	40 851
0	4	38 611	39 383	39 606	40 398	40 629	41 442	42 271
0	5	39 956	40 755	40 986	41 806	42 041	42 882	43 740
0	6	41 344	42 171	42 410	43 258	43 502	44 372	45 259
0	7	42 774	43 629	43 876	44 754	45 006	45 906	46 824
0	8	45 046	45 947	46 207	47 131	47 397	48 345	49 312
0	9	46 656	47 589	47 858	48 815	49 091	50 073	51 074
0	10	48 345	49 312	49 591	50 583	50 870	51 887	52 925
0	11	50 078	51 080	51 369	52 396	52 692	53 746	54 821
0	12	51 910	52 948	53 248	54 313	54 618	55 710	56 824
0	13	53 818	54 894	55 205	56 309	56 629	57 762	58 917
0	14	55 794	56 910	57 232	58 377	58 707	59 881	61 079
0	15	57 846	59 003	59 337	60 524	60 866	62 083	63 325
0	16	59 272	60 457	60 799	62 015	62 364	63 611	64 883
0	17	60 727	61 942	62 293	63 539	63 897	65 175	66 479
0	18	64 264	65 549	65 920	67 238	67 621	68 973	70 352

[1] Depuis le 30 septembre 2006, le code de fonction du corps d'emplois de psycho-éducatrice ou psycho-éducateur est le 2150.

2116 Ergothérapeute ou agente ou agent de réhabilitation[1] (35 h)

Classe	Échelon	Taux du 2001-11-21 au 2001-12-31 $	Taux du 2002-01-01 au 2002-11-20 $	Taux du 2002-11-21 au 2003-03-31 $	Taux du 2003-04-01 au 2003-11-20 $	Taux du 2003-11-21 au 2004-11-20 $	Taux du 2004-11-21 au 2005-11-19 $
0	1	32 639	33 455	33 644	34 317	34 511	34 706
0	2	33 727	34 570	34 766	35 461	35 662	35 864
0	3	34 896	35 768	35 970	36 689	36 897	37 106
0	4	36 107	37 010	37 219	37 963	38 178	38 394
0	5	37 364	38 298	38 515	39 285	39 507	39 731
0	6	38 662	39 629	39 853	40 650	40 880	41 111
0	7	39 999	40 999	41 231	42 056	42 294	42 533
0	8	42 124	43 177	43 421	44 289	44 540	44 792
0	9	43 629	44 720	44 973	45 872	46 132	46 393
0	10	45 209	46 339	46 601	47 533	47 802	48 073
0	11	46 829	48 000	48 272	49 237	49 516	49 796
0	12	48 541	49 755	50 037	51 038	51 327	51 618
0	13	50 327	51 585	51 877	52 915	53 214	53 515
0	14	52 175	53 479	53 782	54 858	55 168	55 480
0	15	54 093	55 445	55 759	56 874	57 196	57 520
0	16	55 425	56 811	57 133	58 276	58 606	58 938
0	17	56 787	58 207	58 536	59 707	60 045	60 385
0	18	60 094	61 596	61 945	63 184	63 542	63 902

Classe	Échelon	Taux du 2005-11-20 au 2006-03-31 $	Taux du 2006-04-01 au 2006-11-20 $	Taux du 2006-11-21 au 2007-03-31 $	Taux du 2007-04-01 au 2007-11-20 $	Taux du 2007-11-21 au 2008-03-31 $	Taux du 2008-04-01 au 2009-03-31 $	Taux à compter du 2009-04-01 $
0	1	34 902	35 600	35 801	36 517	36 725	37 460	38 209
0	2	36 067	36 788	36 996	37 736	37 950	38 709	39 483
0	3	37 316	38 062	38 277	39 043	39 265	40 050	40 851
0	4	38 611	39 383	39 606	40 398	40 629	41 442	42 271
0	5	39 956	40 755	40 986	41 806	42 041	42 882	43 740
0	6	41 344	42 171	42 410	43 258	43 502	44 372	45 259
0	7	42 774	43 629	43 876	44 754	45 006	45 906	46 824
0	8	45 046	45 947	46 207	47 131	47 397	48 345	49 312
0	9	46 656	47 589	47 858	48 815	49 091	50 073	51 074
0	10	48 345	49 312	49 591	50 583	50 870	51 887	52 925
0	11	50 078	51 080	51 369	52 396	52 692	53 746	54 821
0	12	51 910	52 948	53 248	54 313	54 618	55 710	56 824
0	13	53 818	54 894	55 205	56 309	56 629	57 762	58 917
0	14	55 794	56 910	57 232	58 377	58 707	59 881	61 079
0	15	57 846	59 003	59 337	60 524	60 866	62 083	63 325
0	16	59 272	60 457	60 799	62 015	62 364	63 611	64 883
0	17	60 727	61 942	62 293	63 539	63 897	65 175	66 479
0	18	64 264	65 549	65 920	67 238	67 621	68 973	70 352

[1] *Le titre du corps d'emplois « agente ou agent de réhabilitation » est modifié depuis le 30 octobre 2006 pour celui de 2151 « agente ou agent de réadaptation fonctionnelle ».*

2112 Orthophoniste, audiologiste ou agente ou agent de correction du langage et de l'audition[1] (35 h)

Classe	Échelon	Taux du 2001-11-21 au 2001-12-31 $	Taux du 2002-01-01 au 2002-11-20 $	Taux du 2002-11-21 au 2003-03-31 $	Taux du 2003-04-01 au 2003-11-20 $	Taux du 2003-11-21 au 2004-11-20 $	Taux du 2004-11-21 au 2005-11-19 $
0	1	33 607	34 447	34 457	35 146	35 157	35 168
0	2	34 842	35 713	35 724	36 438	36 449	36 460
0	3	36 135	37 038	37 049	37 790	37 801	37 812
0	4	37 506	38 444	38 456	39 225	39 237	39 249
0	5	38 904	39 877	39 889	40 687	40 699	40 711
0	6	40 345	41 354	41 366	42 193	42 206	42 219
0	7	41 896	42 943	42 956	43 815	43 828	43 841
0	8	44 241	45 347	45 361	46 268	46 282	46 296
0	9	45 929	47 077	47 091	48 033	48 047	48 061
0	10	47 690	48 882	48 897	49 875	49 890	49 905
0	11	49 524	50 762	50 777	51 793	51 809	51 825
0	12	51 423	52 709	52 725	53 780	53 796	53 812
0	13	53 411	54 746	54 762	55 857	55 874	55 891
0	14	55 488	56 875	56 892	58 030	58 047	58 064
0	15	57 678	59 120	59 138	60 321	60 339	60 357
0	16	59 099	60 576	60 594	61 806	61 825	61 844
0	17	60 550	62 064	62 083	63 325	63 344	63 363
0	18	62 066	63 618	63 637	64 910	64 929	64 948

Classe	Échelon	Taux du 2005-11-20 au 2006-03-31 $	Taux du 2006-04-01 au 2006-11-20 $	Taux du 2006-11-21 au 2007-03-31 $	Taux du 2007-04-01 au 2007-11-20 $	Taux du 2007-11-21 au 2008-03-31 $	Taux du 2008-04-01 au 2009-03-31 $	Taux à compter du 2009-04-01 $
0	1	35 179	35 883	35 894	36 612	36 622	37 354	38 101
0	2	36 471	37 200	37 211	37 955	37 968	38 727	39 502
0	3	37 823	38 579	38 591	39 363	39 376	40 164	40 967
0	4	39 261	40 046	40 058	40 859	40 870	41 687	42 521
0	5	40 723	41 537	41 549	42 380	42 393	43 241	44 106
0	6	42 232	43 077	43 090	43 952	43 964	44 843	45 740
0	7	43 854	44 731	44 744	45 639	45 653	46 566	47 497
0	8	46 310	47 236	47 250	48 195	48 210	49 174	50 157
0	9	48 075	49 037	49 052	50 033	50 047	51 048	52 069
0	10	49 920	50 918	50 933	51 952	51 967	53 006	54 066
0	11	51 841	52 878	52 894	53 952	53 965	55 044	56 145
0	12	53 828	54 905	54 921	56 019	56 036	57 157	58 300
0	13	55 908	57 026	57 043	58 184	58 202	59 366	60 553
0	14	58 081	59 243	59 261	60 446	60 465	61 674	62 907
0	15	60 375	61 583	61 601	62 833	62 852	64 109	65 391
0	16	61 863	63 100	63 119	64 381	64 400	65 688	67 002
0	17	63 382	64 650	64 669	65 962	65 981	67 301	68 647
0	18	64 967	66 266	66 286	67 612	67 621	68 973	70 352

»

[1] Depuis le 30 septembre 2006, le code de fonction du corps d'emplois d'agente ou d'agent de correction du langage est le 2152.

2) La clause 1-5.03 est remplacée par ce qui suit :

« **1-5.03**

Les stipulations découlant de l'accord convenu entre les parties et signé le 23 novembre 2006 entrent en vigueur à la date de signature de l'amendement. Ces stipulations sont identifiées par le sigle A1.

De même, les dispositions de l'amendement convenu selon la clause 9-7.03 des dispositions liant les parties signé le 30 mars 2007, entrent en vigueur à la date de signature de cet amendement. Ces modifications sont identifiées par le sigle A2.

De plus, elles n'ont aucun effet rétroactif, sauf indication à l'effet contraire. »

3) L'article 6-1.00 est remplacé par le suivant :

« **6-1.00 TAUX ET ÉCHELLES DE TRAITEMENT ANNUEL**

6-1.01

La Commission paie à la professionnelle ou au professionnel, pour chaque jour rémunéré, 1/260,9 du traitement prévu ci-après pour sa classification et son classement, et ce, pour les périodes indiquées en tête de chaque colonne de taux des échelles :

2102 Bibliothécaire
2107 Animatrice ou animateur de vie étudiante
2114 Conseillère ou conseiller en information scolaire et professionnelle
2115 Diététiste/nutritionniste
2118 Agente ou agent de la gestion financière
2119 Conseillère ou conseiller en communication
2121 Attachée ou attaché d'administration
2140 Traductrice ou traducteur
2141 Animatrice ou animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire
2146 Traductrice ou traducteur agréé
2155 Conseillère ou conseiller en alimentation

Échelon	Taux jusqu'au 2006-03-31 ($)	Taux 2006-04-01 au 2007-03-31 ($)	Taux 2007-04-01 au 2008-03-31 ($)	Taux 2008-04-01 au 2009-03-31 ($)	Taux à compter du 2009-04-01 ($)
1	33 931	34 610	35 302	36 008	36 728
2	35 063	35 764	36 479	37 209	37 953
3	36 279	37 005	37 745	38 500	39 270
4	37 538	38 289	39 055	39 836	40 633
5	38 845	39 622	40 414	41 222	42 046
6	40 193	40 997	41 817	42 653	43 506
7	41 583	42 415	43 263	44 128	45 011
8	43 793	44 669	45 562	46 473	47 402
9	45 357	46 264	47 189	48 133	49 096
10	47 001	47 941	48 900	49 878	50 876
11	48 684	49 658	50 651	51 664	52 697
12	50 465	51 474	52 503	53 553	54 624
13	52 321	53 367	54 434	55 523	56 633
14	54 242	55 327	56 434	57 563	58 714
15	56 237	57 362	58 509	59 679	60 873
16	57 621	58 773	59 948	61 147	62 370
17	59 037	60 218	61 422	62 650	63 903
18	62 475	63 725	65 000	66 300	67 626

2106 Agente ou agent de réadaptation[1]
2111 Travailleuse ou travailleur social[1]
2116 Ergothérapeute[1]
2149 Agente ou agent de service social[1]
2150 Psychoéducatrice ou psychoéducateur[1]
2151 Agente ou agent de réadaptation fonctionnelle[1]

Échelon	Taux du 2005-11-20 au 2006-03-31 $	Taux du 2006-04-01 au 2006-11-20 $	Taux du 2006-11-21 au 2007-03-31 $	Taux du 2007-04-01 au 2007-11-20 $	Taux du 2007-11-21 au 2008-03-31 $	Taux du 2008-04-01 au 2009-03-31 $	Taux à compter du 2009-04-01 $
1	34 902	35 600	35 801	36 517	36 725	37 460	38 209
2	36 067	36 788	36 996	37 736	37 950	38 709	39 483
3	37 316	38 062	38 277	39 043	39 265	40 050	40 851
4	38 611	39 383	39 606	40 398	40 629	41 442	42 271
5	39 956	40 755	40 986	41 806	42 041	42 882	43 740
6	41 344	42 171	42 410	43 258	43 502	44 372	45 259
7	42 774	43 629	43 876	44 754	45 006	45 906	46 824
8	45 046	45 947	46 207	47 131	47 397	48 345	49 312
9	46 656	47 589	47 858	48 815	49 091	50 073	51 074
10	48 345	49 312	49 591	50 583	50 870	51 887	52 925
11	50 078	51 080	51 369	52 396	52 692	53 746	54 821
12	51 910	52 948	53 248	54 313	54 618	55 710	56 824
13	53 818	54 894	55 205	56 309	56 629	57 762	58 917
14	55 794	56 910	57 232	58 377	58 707	59 881	61 079
15	57 846	59 003	59 337	60 524	60 866	62 083	63 325
16	59 272	60 457	60 799	62 015	62 364	63 611	64 883
17	60 727	61 942	62 293	63 539	63 897	65 175	66 479
18	64 264	65 549	65 920	67 238	67 621	68 973	70 352

2147 Conseillère ou conseiller à l'éducation préscolaire

Échelon	Taux jusqu'au 2006-03-31 ($)	Taux 2006-04-01 au 2007-03-31 ($)	Taux 2007-04-01 au 2008-03-31 ($)	Taux 2008-04-01 au 2009-03-31 ($)	Taux à compter du 2009-04-01 ($)
1	34 489	35 179	35 883	36 601	37 333
2	35 635	36 348	37 075	37 817	38 573
3	36 878	37 616	38 368	39 135	39 918
4	38 157	38 920	39 698	40 492	41 302
5	39 478	40 268	41 073	41 894	42 732
6	40 856	41 673	42 506	43 356	44 223
7	42 273	43 118	43 980	44 860	45 757
8	44 524	45 414	46 322	47 248	48 193
9	46 097	47 019	47 959	48 918	49 896
10	47 786	48 742	49 717	50 711	51 725
11	49 492	50 482	51 492	52 522	53 572
12	51 298	52 324	53 370	54 437	55 526
13	53 182	54 246	55 331	56 438	57 567
14	55 141	56 244	57 369	58 516	59 686
15	57 160	58 303	59 469	60 658	61 871
16	58 577	59 749	60 944	62 163	63 406
17	60 013	61 213	62 437	63 686	64 960
18	63 507	64 777	66 073	67 394	68 742

[1] Pour les périodes antérieures s'étendant du 21 novembre 2001 au 19 novembre 2005, voir les colonnes de taux des échelles correspondantes présentées à l'annexe O.

2120 Analyste

Échelon	Taux jusqu'au 2006-03-31 ($)	Taux 2006-04-01 au 2007-03-31 ($)	Taux 2007-04-01 au 2008-03-31 ($)	Taux 2008-04-01 au 2009-03-31 ($)	Taux à compter du 2009-04-01 ($)
1	35 126	35 829	36 546	37 277	38 023
2	36 417	37 145	37 888	38 646	39 419
3	37 768	38 523	39 293	40 079	40 881
4	39 201	39 985	40 785	41 601	42 433
5	40 661	41 474	42 303	43 149	44 012
6	42 168	43 011	43 871	44 748	45 643
7	43 789	44 665	45 558	46 469	47 398
8	46 241	47 166	48 109	49 071	50 052
9	48 004	48 964	49 943	50 942	51 961
10	49 845	50 842	51 859	52 896	53 954
11	51 762	52 797	53 853	54 930	56 029
12	53 747	54 822	55 918	57 036	58 177
13	55 825	56 942	58 081	59 243	60 428
14	57 995	59 155	60 338	61 545	62 776
15	60 285	61 491	62 721	63 975	65 255
16	61 769	63 004	64 264	65 549	66 860
17	63 286	64 552	65 843	67 160	68 503
18	64 870	66 167	67 490	68 840	70 217

2112 Orthophoniste ou audiologiste[1]
2152 Agente ou agent de correction du langage et de l'audition[1]

Échelon	Taux du 2005-11-20 au 2006-03-31 $	Taux du 2006-04-01 au 2006-11-20 $	Taux du 2006-11-21 au 2007-03-31	Taux du 2007-04-01 au 2007-11-20 $	Taux du 2007-11-21 au 2008-03-31 $	Taux du 2008-04-01 au 2009-03-31 $	Taux à compter du 2009-04-01 $
1	35 179	35 883	35 894	36 612	36 622	37 354	38 101
2	36 471	37 200	37 211	37 955	37 968	38 727	39 502
3	37 823	38 579	38 591	39 363	39 376	40 164	40 967
4	39 261	40 046	40 058	40 859	40 870	41 687	42 521
5	40 723	41 537	41 549	42 380	42 393	43 241	44 106
6	42 232	43 077	43 090	43 952	43 964	44 843	45 740
7	43 854	44 731	44 744	45 639	45 653	46 566	47 497
8	46 310	47 236	47 250	48 195	48 210	49 174	50 157
9	48 075	49 037	49 052	50 033	50 047	51 048	52 069
10	49 920	50 918	50 933	51 952	51 967	53 006	54 066
11	51 841	52 878	52 894	53 952	53 965	55 044	56 145
12	53 828	54 905	54 921	56 019	56 036	57 157	58 300
13	55 908	57 026	57 043	58 184	58 202	59 366	60 553
14	58 081	59 243	59 261	60 446	60 465	61 674	62 907
15	60 375	61 583	61 601	62 833	62 852	64 109	65 391
16	61 863	63 100	63 119	64 381	64 400	65 688	67 002
17	63 382	64 650	64 669	65 962	65 981	67 301	68 647
18	64 967	66 266	66 286	67 612	67 621	68 973	70 352

[1] Pour les périodes antérieures s'étendant du 21 novembre 2001 au 19 novembre 2005, voir les colonnes de taux des échelles correspondantes présentées à l'annexe O.

2104 Conseillère ou conseiller pédagogique
2109 Conseillère ou conseiller d'orientation
2113 Psychologue
2142 Conseillère ou conseiller en éducation spirituelle, religieuse et morale
2143 Agente ou agent de développement
2153 Conseillère ou conseiller en formation scolaire
2154 Conseillère ou conseiller en rééducation

Échelon	Taux jusqu'au 2006-03-31 ($)	Taux 2006-04-01 au 2007-03-31 ($)	Taux 2007-04-01 au 2008-03-31 ($)	Taux 2008-04-01 au 2009-03-31 ($)	Taux à compter du 2009-04-01 ($)
1	34 510	35 200	35 904	36 622	37 354
2	35 823	36 539	37 270	38 015	38 775
3	37 187	37 931	38 690	39 464	40 253
4	38 605	39 377	40 165	40 968	41 787
5	40 075	40 877	41 695	42 529	43 380
6	41 617	42 449	43 298	44 164	45 047
7	43 250	44 115	44 997	45 897	46 815
8	46 157	47 080	48 022	48 982	49 962
9	47 981	48 941	49 920	50 918	51 936
10	49 878	50 876	51 894	52 932	53 991
11	51 869	52 906	53 964	55 043	56 144
12	53 944	55 023	56 123	57 245	58 390
13	56 145	57 268	58 413	59 581	60 773
14	58 405	59 573	60 764	61 979	63 219
15	60 801	62 017	63 257	64 522	65 812
16	62 297	63 543	64 814	66 110	67 432
17	63 830	65 107	66 409	67 737	69 092
18	65 425	66 734	68 069	69 430	70 819

»

4) La clause 6-2.01 est remplacée par ce qui suit :

« **6-2.01 Majoration des taux et échelles de traitement**

Les taux et échelles de traitement applicables aux professionnelles et professionnels sont majorés de 2 % le 1er avril de chacune des années 2006, 2007, 2008 et 2009, et ce, en application de l'annexe 1 de la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (L.Q., 2005, chapitre 43) ces taux et échelles étant indiqués à l'article 6-1.00. De plus, les taux et échelles concernés par l'annexe O sur l'équité salariale incluent les changements apportés par celle-ci. »

5) La clause 6-2.02 est remplacée par ce qui suit :

« **6-2.02 Professionnelle ou professionnel hors échelle**

A) La professionnelle ou le professionnel dont le taux de traitement, le jour précédant la date de la majoration des traitements et échelles de traitement, est plus élevé que le maximum de l'échelle de traitement en vigueur pour son corps d'emplois bénéficie, à la date de la majoration des traitements et échelles de traitement, d'un taux minimum d'augmentation qui est égal à la moitié du pourcentage d'augmentation applicable, au 1er avril de la période en cause par rapport au 31 mars précédent, à l'échelon situé au maximum de l'échelle du 31 mars précédent correspondant à son corps d'emplois.

B) Si l'application du taux minimum d'augmentation déterminé au paragraphe A) de la présente clause a pour effet de situer au 1er avril une professionnelle ou un professionnel qui était hors échelle au 31 mars de l'année précédente à un traitement inférieur à l'échelon maximum de l'échelle de traitement correspondant à son corps d'emplois, ce taux minimum d'augmentation est porté au pourcentage nécessaire pour permettre à cette professionnelle ou ce professionnel l'atteinte du niveau de cet échelon.

C) La différence entre, d'une part, le pourcentage d'augmentation de l'échelon maximum de l'échelle de traitement correspondant au corps d'emplois de la professionnelle ou du professionnel et, d'autre part, le taux minimum d'augmentation établi conformément aux paragraphes A) et B) de la présente clause lui est versée sous forme d'un montant forfaitaire calculé sur la base de son taux de traitement au 31 mars.

D) Le montant forfaitaire est réparti et versé à chaque période de paie au prorata des heures régulières rémunérées pour la période de paie.

E) Pour la professionnelle ou le professionnel hors échelle appartenant à l'un des corps d'emplois visés par l'annexe O sur l'équité salariale, les paragraphes 5 et 6 de la section I de cette annexe s'appliquent. »

6) Le paragraphe a) de la clause 10-1.01 est remplacé par ce qui suit :

« a) personne à charge :

la conjointe ou le conjoint et l'enfant à charge[1] et toute autre personne à charge au sens de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. I-3), à condition que celle-ci ou celui-ci réside avec la professionnelle ou le professionnel. Cependant, aux fins du présent chapitre, les revenus tirés d'un emploi par la conjointe ou le conjoint de la professionnelle ou du professionnel n'ont pas pour effet de lui enlever son statut de personne à charge.

Le fait pour une ou un enfant de fréquenter une école secondaire reconnue d'intérêt public dans un autre endroit que le lieu de résidence de la professionnelle ou du professionnel, ne lui enlève pas son statut de personne à charge lorsque aucune école secondaire publique n'est accessible dans la localité où réside la professionnelle ou le professionnel.

De même, le fait pour une ou un enfant de fréquenter une école de niveau préscolaire ou primaire, reconnue d'intérêt public, dans un autre endroit que le lieu de résidence de la professionnelle ou du professionnel ne lui enlève pas son statut de personne à charge quand aucune école reconnue d'intérêt public, préscolaire ou primaire selon le cas, n'est accessible dans la langue d'enseignement de l'enfant (français ou anglais) dans la localité où réside la professionnelle ou le professionnel.

Est également réputé détenir le statut de personne à charge l'enfant de 25 ans ou moins qui répond aux 3 conditions suivantes[2] :

1) l'enfant fréquente à temps plein une école postsecondaire reconnue d'intérêt public dans un autre endroit que le lieu de résidence de la professionnelle ou du professionnel travaillant dans une localité située dans les secteurs I et II;

2) l'enfant détenait, durant les 12 mois précédents le début de son programme d'études postsecondaires, le statut de personne à charge;

3) la professionnelle ou le professionnel a fourni les pièces justificatives attestant que l'enfant poursuit à temps plein un programme d'études postsecondaires soit une preuve d'inscription au début de la session et une preuve de fréquentation à la fin de la session;

---

1 Enfant à charge : une ou un enfant de la professionnelle ou du professionnel, de sa conjointe ou son conjoint ou des deux, ou une ou un enfant habitant avec la professionnelle ou le professionnel pour laquelle ou lequel des procédures d'adoption sont entreprises, non marié et résidant ou domicilié au Canada, qui dépend de la professionnelle ou du professionnel pour son soutien et est âgé de moins de 18 ans ou, si elle ou il fréquente à temps complet à titre d'étudiante ou d'étudiant dûment inscrit une maison d'enseignement reconnue, est âgé de 25 ans ou moins ou, quel que soit son âge, une ou un enfant qui a été frappé d'invalidité totale avant son 18e anniversaire de naissance ou avant son 25e anniversaire de naissance si elle ou il fréquentait à temps complet à titre d'étudiante ou d'étudiant dûment inscrit une maison d'enseignement reconnue et est demeuré continuellement invalide depuis cette date.

2 Les dispositions prévues s'appliquent à compter de l'année scolaire 2006-2007.

cette reconnaissance permet à la professionnelle ou au professionnel de conserver son niveau de primes avec personne à charge prévue à la clause 10-2.01 et à cette ou cet enfant de bénéficier des dispositions de l'article 10-4.00 étant précisé que, les frais de transport, alloués à l'enfant à charge et issus d'autres programmes, sont déduits des avantages relatifs aux sorties pour cette ou cet enfant à charge[1].

De plus, l'enfant de 25 ans ou moins qui n'est plus considéré comme personne à charge pour l'application de la présente clause et qui fréquente à temps plein une école postsecondaire reconnue d'intérêt publique détiendra à nouveau le statut de personne à charge s'il se conforme aux conditions 1) et 3) précédemment mentionnées[1]. »

7) L'annexe H est remplacée par ce qui suit :

« **ANNEXE H** **LETTRE D'ENTENTE RELATIVE AU LOGEMENT AU NORD (PROTOCOLE)**

Dans le but de régler le problème de pénurie de logement, la Commission scolaire Crie, ci-après appelée la Commission et l'Association de l'enseignement du Nouveau-Québec et le Syndicat des professionnelles et professionnels en milieu scolaire du Nord-Ouest, ci-après appelés les syndicats, conviennent de ce qui suit :

1) La Commission et les syndicats s'engagent à tenir des discussions sur le logement au Nord.

2) À cette fin, dans les 30 jours de la signature de l'amendement aux conventions collectives, la Commission et les syndicats forment un comité composé de 6 personnes, dont 3 nommées par la Commission et 3 par les syndicats.

3) Ce comité a pour mandat d'étudier les questions suivantes :

- la pénurie de logement et les mesures concrètes à prendre pour la résorber;
- le logement pour une personne salariée embauchée pour remplacer une autre personne salariée;
- tout autre sujet pertinent, et ce, suite à un consentement mutuel des membres du comité.

4) La Commission et les syndicats s'engagent à poursuivre les discussions sur le logement au Nord jusqu'au 22 décembre 2007 et, à l'échéance de cette date, à faire le point sur l'état d'avancement des travaux, selon des critères à déterminer. Le cas échéant, les parties conviennent d'un nouvel échéancier et, si nécessaire, de nouvelles modalités de fonctionnement en lien avec la poursuite des discussions.

5) Lors de la tenue d'une réunion du comité sur le logement au Nord, les frais de transport encourus par les déléguées ou délégués membres du comité sont à la charge de la Commission si ces frais de transport, entre son lieu d'affectation et le lieu de la réunion du comité, sont encourus conformément à la politique de frais de voyage en vigueur à la Commission.

Ces libérations syndicales ne sont pas remboursables par les syndicats.

6) Dans le cadre des discussions prévues à la présente lettre d'entente, la Commission et les syndicats peuvent identifier des mesures visant à revoir la politique sur le logement de la Commission et aussi, le cas échéant, convenir d'aménagements aux conventions collectives.

7) Toutefois, les discussions prévues à la présente lettre d'entente ne peuvent constituer une révision des conventions collectives pouvant conduire à un différend au sens du *Code du travail* (L.R.Q., c. C-27). »

---

[1] Les dispositions prévues s'appliquent à compter de l'année scolaire 2006-2007.

EN FOI DE QUOI, les parties à la présente entente ont signé à Montréal, ce 30e jour du mois de mars 2007.

Pour le Comité patronal de négociation pour la Commission scolaire Crie

Abraham Jolly, président

Alain Lavoie, vice-président

Jacques Gauthier, porte-parole

Pour la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) pour le compte du Syndicat des professionnelles et professionnels en milieu scolaire du Nord-Ouest (SPPMSNO) représentée par son agente négociatrice, la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE)

Jean Falardeau, président

Diane Benoit, vice-présidente

Patrice Lemay, vice-président

Rose Marquis, présidente, SPPMSNO